



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

**ARRÊTÉ portant mise en demeure
de respecter des prescriptions techniques**

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

ÉTABLISSEMENTS PINTAUD

rue Maurice Pintaud, 16230 MANSLE-LES-FONTAINES

Le préfet de la Charente
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 171-11, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 24 octobre 2018 à la société ÉTABLISSEMENTS PINTAUD pour l'exploitation des installations de préparation, conditionnement et stockage d'eau de javel sur le territoire de la commune de Mansle, à l'adresse suivante : rue Maurice Pintaud, concernant les rubriques 4510 et 4511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 juin 2025 ;

Vu les rapports de l'inspection faisant suite aux visites d'inspection du 27 septembre 2023 et 23 octobre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 19 décembre 2025, faisant suite à la visite d'inspection du 4 décembre 2025, et le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 19 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées par la société ÉTABLISSEMENTS PINTAUD ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2025 donnant délégation de signature à M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 4 décembre 2025 objet du rapport du 19 décembre 2025 susvisé, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- les 2 portails d'accès des poids-lourds au bâtiment 4 (stockage et expédition des produits finis – eau de javel à l'origine du classement Seveso) restent ouverts en permanence pendant les horaires d'ouverture, laissant l'accès libre aux chauffeurs poids-lourds attendus ainsi qu'aux passants ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 8.1.4 et 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2018 susvisé ;

Considérant que ce manquement avait déjà été relevé lors des visites d'inspection du 27 septembre 2023 et du 23 octobre 2024 et présentent donc un caractère récurrent dégradant le niveau de sûreté du site ;

Considérant que face à ce manquement, dont le caractère récurrent est relevé depuis plusieurs années sans réelle avancée pour se mettre à niveau, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ÉTABLISSEMENTS PINTAUD de respecter les prescriptions des dispositions des articles susvisés ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Charente,

ARRÊTE

Article 1 :

La société ÉTABLISSEMENTS PINTAUD, (SIREN 410 504 641) dont le siège social est situé 2 rue Maurice Pintaud, 16230 Mansle-les-Fontaines, exploitant des installations de préparation et conditionnement d'eau-de-javel à cette même adresse, est mise en demeure de respecter les dispositions :

- des articles 8.1.4 et 8.5.1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2018 susvisé, en mettant en place un système de gestion et de contrôle des accès permettant de s'assurer que les personnes étrangères à l'établissement (chauffeurs routiers ou autres personnes) n'ont pas l'accès libre au bâtiment 4 (produits finis), **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication .

Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société ÉTABLISSEMENTS PINTAUD.

Copie en sera adressée à :


- monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Charente,
- monsieur le maire de la commune de Mansle-les-Fontaines,
- monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême le - 6 FEV. 2026

P/ le préfet et par délégation

Le secrétaire général,



Jean-Charles JOBART

